

# LES CRISES

HISTOIRE 19.mai.2019 // Les Crises

## « Europe: l'académisme contre l'Histoire » (2/6)

 [Académisme, Construction européenne](#)

Plan :

- Introduction
- « D'éminents historiens européens » contre le royaliste documenté Philippe de Villiers
- Un dossier historique « biaisé » par « d'éminents historiens européens »
  - *Les fallacieuses origines de l'Union européenne*
  - *Adenauer et les siens, de la vieille à la « nouvelle Allemagne »*
  - ***De la France « européenne » et « résistante » contre Pétain au triomphe des vichysto-américains ?***
  - ***L'oubli des « premières Communautés européennes »***
  - *Jean Monnet « l'Américain » : une calomnie ?*
  - *Le tandem Monnet-Schuman et la prétendue « bombe » du 9 mai 1950*
  - *Robert Schuman calomnié ?*
  - *Walter Hallstein, simple « non résistant » ?*

- Conclusion

### ***De la France « européenne » et « résistante » contre Pétain au triomphe des vichysto-américains ?***

Uriage, une des écoles de cadres de Vichy, fondée en 1940 (pas pour résister à la dictature de juillet ni à l'occupant, mais pour s'y adapter mieux), aurait offert un modèle de « vichysto-résistance », avancé, sans user du terme, nos « éminents historiens ». Celui-ci a été créé dans les années 1990 par des historiens de l'Institut d'études politiques qui, à cette date, n'ont jamais découvert pour l'étayer une archive originale de 1940-1944<sup>1</sup> Problématique forgée par Jean-Pierre Azéma, voir Bénédicte Vergez-Chaignon, *Les vichysto-résistants*, Paris, Perrin, 2008, poche 2016. .

Les fonds abondent en revanche sur la motivation et les modalités de l'adaptation de Vichy au passage de l'ère allemande à la *Pax Americana*, conséquence inéluctable de l'échec du Blitzkrieg en URSS, officieux depuis juillet 1941, et de la défaite allemande, quasi officielle depuis Stalingrad. Le héros honoré, Pierre « Dunoyer de Segonzac (directeur pour Pétain du centre d'éducation d'Uriage) »<sup>2</sup>C.R.P., RG de la Sûreté nationale (RGSN), information du 23 novembre 1944, sur le « complot royaliste » alors en cours, F7, 5283, partis de droite, sous-dossier « Mouvements monarchistes », correspondance de janvier 1943 aux années 1940, Archives nationales. , ne fut que fort tardivement et seulement officiellement un chef résistant et maquisard. Tout atteste qu'il n'avait pas, même à une date fort avancée, aussi clairement « rompu avec Pétain » que l'affirme la très admirative historiographie du tournant des années 1980<sup>3</sup>[https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89cole\\_des\\_cadres\\_d%27Uriage](https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89cole_des_cadres_d%27Uriage) qu'accréditent nos « éminents historiens » qu'accréditent nos « éminents historiens ».

On pourra s'en assurer en lisant les « Réflexions pour de jeunes chefs » que ce chef d'Uriage fit paraître en 1943 aux « Éditions de l'École nationale des cadres ». Précis et antagonique avec la légende maquisarde, le BCRA de Passy-Dewavrin avait relevé le 1<sup>er</sup> juin 1944 (je dis bien 1944), le peu de substance ou le caractère tout frais de cette « résistance » : « *des ordres ont été donnés récemment pour que ce mouvement* [« le groupement d'Uriage », né « à l'école des Cadres d'Uriage en 1940 »], *qui jusqu'alors était passif, se cristallise en mouvement de résistance.* »<sup>4</sup>Fiche d'information, 1<sup>er</sup> juin 1944, reçue le 16 juillet, diffusée le 20 juillet 1944, F1a, 3916, Savoie, politique et divers, AN. . C'est dire que, à cinq jours du débarquement anglo-américain en Normandie, les effets

concrets de ces « ordres » n'étaient pas encore perceptibles sur le terrain.

Il est vrai que les présumés « anciens maréchalistes » s'étaient, depuis l'automne 1942 et surtout janvier-février 1943, presque tous mués en vichysto-américains, sans préjudice de la collaboration avec l'occupant très souvent maintenue jusqu'à la Libération : c'était le cas de Laval et Pétain, comme de tout leur entourage, la mutation s'étant échelonnée du printemps 1941 à l'été 1944. Le terme de vichysto-américains devrait remplacer les introuvables « vichysto-résistants », qui n'avaient en général « rompu avec Pétain » ni sous l'Occupation ni après la Libération<sup>5</sup>Lacroix-Riz, *Les élites françaises, 1940-1944. De la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine*, Paris, Armand Colin, 2016, 2<sup>e</sup> partie, *passim*.

Le confirmèrent notamment deux événements postérieurs à la Libération : 1°, le défilé ininterrompu de ministres et/ou hauts officiers responsables de la Débâcle, souvent déjà en liberté et agréés comme « témoins de la défense » au procès de Pétain, en juillet-août 1945<sup>6</sup>*Minutes du procès Pétain*, Paris, Les Balustres-MRN, 2015. ; 2°, cinq ans plus tard, la commune appartenance de ce groupe à « l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain » (ADMP) « de tendance extrême droite » selon l'euphémisme des RG. L'ADMP avait été fondée le 4 octobre 1951 sous le patronage de Weygand<sup>7</sup>Correspondance sur l'ADMP, dont fiches de synthèse 1966-1972, dans le dossier (effroyable) du gros industriel PPF et actif collaborationniste Gaston Moysse (Moysse-Frize) (trésorier de l'ADMP), GA (dossiers des RG), M15; voir aussi GA, W1, général Maxime Weygand, etc., archives de la Préfecture de police (APP). , ennemi juré de la Gueuse et second de la Cagoule militaire ou lieutenant de Pétain, actif contributeur à la Débâcle, vichysto-américain type<sup>8</sup>Weygand, Lacroix-Riz, *Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, 2010, *De Munich à Vichy, l'assassinat de la 3<sup>e</sup> République, 1938-1940*, Paris, Armand Colin, 2008, et *Les élites françaises*, index, et *infra*. , puis symbole entre tous de la non-épuration systématique du milieu<sup>9</sup>Sur son traitement d'emblée clément par la Haute Cour de Justice, avant l'acquittement définitif du 6 mai 1948 qui provoqua la démission de Marcel Willard, PV de sa commission d'instruction depuis le 18 décembre 1944, W3, 26 ou 27, AN, et Lacroix-Riz, *La non-épuration en France (1943-années 1950)*, t. 1, à paraître, Paris, Dunod-Armand Colin, index Weygand, et *passim*.

Les présumés « anciens maréchalistes » avaient juste préparé, comme Weygand, mais aussi Pétain, Laval *et alii*, le ralliement aux États-Unis que le général Paul-André Doyen, successeur depuis le 6 septembre 1940 d'Huntziger à la tête de la délégation française à la Commission allemande d'armistice, avait instamment recommandé à Pétain le 16 juillet 1941 (sous la plume, déjà, du haut fonctionnaire Armand Bérard). La mort du Blitzkrieg éclatait en effet déjà aux yeux de tous les milieux bien informés, la Wehrmacht rencontrant « une résistance [...] farouche du soldat russe, un fanatisme [...] passionné de la population, une guérilla [...] épuisante sur les arrières, des pertes [...] sérieuses, un vide [...] complet devant l'invasisseur, des difficultés [...] considérables de ravitaillement et de communications ».

Après avoir été depuis les années 1930 de l'Apaisement modelée et dirigée par le Reich, promis désormais à la défaite, « l'Europe » le serait désormais par les États-Unis, « grand arbitre d'aujourd'hui et de demain [...] Déjà [...] sortis seuls vainqueurs de la guerre de 1918 [...] ils en sortiront plus encore du conflit actuel. [...] Le monde devra, dans les prochaines décades, se soumettre à la volonté des États-Unis. » La France de Vichy avait intérêt à s'y adapter dans les meilleurs délais si elle voulait demeurer « véritablement européenne et non pas uniquement méditerranéenne et africaine »<sup>10</sup>Annexe au rapport 556 de Doyen, Wiesbaden, 16 juillet 1941, W3, 210, Laval, AN; extraits de ce chef-d'œuvre de soumission « européenne » à Washington, Lacroix-Riz, *Industriels et banquiers français sous l'Occupation*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 528, *Les élites*, p. 246, *Carcan*, p. 84.

Car son tête-à-tête avec le Reich bornait strictement ses marchés extérieurs à ses colonies, conformément aux stipulations des cartels remaniés depuis 1940-1941. Cette répartition humiliante pour le vainqueur avait d'ailleurs été parfois acceptée par les Français bien avant l'invasion et l'Occupation, comme dans le cartel franco-allemand secret des colorants conclu en 1920 entre Kuhlmann et les géants de la future IG Farben de 1925 ou dans les cartels métallurgiques des années 1930 qui condamnèrent à une mort certaine leur alliée tchécoslovaque<sup>11</sup>Joseph Borkin, *L'IG Farben*, Paris, Alta, 1979, p. 53 sq.; Teichova Alice, *An economic background to Munich: international business and Czechoslovakia 1918-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1974, *passim*; Lacroix-Riz, *Le Choix de la défaite*, chap. 1-2, 5 et 8. La reconnaissance de la primauté générale de l'Allemagne est un logiciel majeur de l'impérialisme secondaire français depuis le tournant du 19<sup>e</sup> siècle<sup>12</sup>« Impérialisme français et partenaires dominants dans la construction européenne », *Droits*, n° 66, novembre 2018, p. 3-36.

### L'oubli des « premières Communautés européennes »

M. de Villiers se serait acharné à « détruire les réputations » de « trois bâtisseurs de l'Europe », fondateurs de « la première Communauté européenne, en 1950-1951, celle du charbon et de l'acier, premier jalon de la réconciliation franco-allemande », qui serait « d'origine française. » Le destructeur de « réputations », en général très discret sur les relations franco-allemandes, n'en dit d'ailleurs à ce sujet pas plus que ses censeurs ulcérés, coupables de mensonge par omission et tout court.

Car la Communauté européenne du charbon et de l'acier n'est pas « la première Communauté européenne » : elle fut précédée par le cartel international de l'acier de septembre 1926 puis par une ère d'occupation allemande très « européenne ».

Du cartel international de l'acier de septembre 1926...

Cette création du grand capital sidérurgiste à *fondement franco-allemand*, et pas exclusivement français, consacra officiellement le retour en force, industriel et militaire, du Reich vaincu. Son spectaculaire réarmement clandestin, connu des capitales internationales, et suivi quotidiennement à Paris, allait bon train depuis 1919. Il était hardiment secondé par tous les prêteurs internationaux, dont les grandes banques françaises, le rapport des prêts au Reich constituant une des meilleures (sinon la meilleure) sources de profit bancaire international dans l'entre-deux-guerres. Les États-Unis, les plus gros d'entre ces dispensateurs de crédits, fée particulièrement bienveillante et intéressée, participaient en outre ardemment depuis 1919-1920 à la campagne germano-vaticane sur le thème de la pauvre Allemagne désarmée. Car cette dernière était, clamaient tous les « révisionnistes » des traités maudits, écrasée par une France surarmée dont les armements monstrueux menaçaient la sécurité et la paix de tout le continent européen (en sus de ceux des Soviets, qui étaient présentés comme au moins aussi dangereux)<sup>13</sup>Références ci-dessus, dont *Choix de la défaite*, chap. 1-2. .C'est dire que le premier cartel de l'acier n'attendit point l'arrivée des hitlériens aux affaires.

Aucun des signataires de la « tribune » électorale, parmi lesquels on trouve des spécialistes de l'entre-deux-guerres, ne semble se rappeler que le premier de la série fut créé, du côté français, par le Comité des Forges que présidait François de Wendel, par ailleurs régent de la Banque de France (privée) et, du côté allemand, par le *Stahlwerksverband*, dirigé par Fritz Thyssen, homologue allemand de Wendel. Ni que les Wendel avaient été, selon l'usage électoral lorrain, les mentors, depuis le retour de la Moselle à la France, de la carrière politique de Robert Schuman et de son Action catholique lorraine.

Dans ce premier noyau franco-allemand de l'UE, ni pacifique ni pacifiste, le Reich avait obtenu d'emblée une position très dominante sur le marché européen de l'acier : le cartel, composé de quatre des fondateurs de la future CECA, lui octroyait 40,45% des quotas de production, appelés à se transformer automatiquement en 47%, quand la Sarre (6,54) reviendrait dans le giron du Reich. Nul dirigeant français ne doutait, depuis 1919-1920 à Paris et dans l'Allemagne occupée, de l'issue du plébiscite prévu par le traité de Versailles pour 1935. D'autant plus que la Curie romaine le prépara fébrilement et *sans répit* aux côtés de Berlin, en écrasant de son mépris les Français détestés et combattus en tous lieux<sup>14</sup>*Le Vatican*, chap. 2, 4, 5 et 7. .

Les trois partenaires complaisants du Reich, tout pénétrés de leur infériorité sidérurgique, avaient accepté d'être mis à la portion congrue : France (31,8%), Belgique (12,57%), Luxembourg (8,55%). Ils le furent plus encore que formellement prévu à l'automne 1926. Dans les hitlériennes années 1930, où le réarmement allemand ne se dissimulait plus et où la France lui vendit de plus en plus massivement sa minette lorraine et son minerai normand, le Reich sidérurgique obtint de ses partenaires qui surenchérisaient dans l'Apaisement des dépassements considérables des « quotas » initiaux.

Le cartel de 1926 constitue l'acte de naissance véritable de l'Union européenne contemporaine – de même que le Comité France-Allemagne, officiellement fondé en novembre 1935, sous l'égide de Ribbentrop, fut le simple prolongement du « comité franco-allemand d'information et de documentation » groupant, au début, les représentants les plus éminents de la sidérurgie, puis, dans la période suivante, les autres secteurs : notamment la chimie. Celle-ci avait en 1927 participé à la fondation du cartel international des colorants également dominé par le Reich et sa « communauté d'intérêts des colorants », l'IG Farben, fondée à l'automne 1925. S'aggrégèrent à ces cartels internationaux dans les années 1930 les puissances anglophones, États-Unis compris<sup>15</sup>*Choix de la défaite*, chap. 1-2; *Industriels et banquiers*, chap. 1; *Carcan*, chap. 3; « Impérialisme français et partenaires dominants dans la construction européenne », *Droits*, n° 66, novembre 2018, p. 3-36. : c'est d'ailleurs dans ce cadre cartellisé que la Standard Oil of New Jersey des Rockefeller concéda à l'IG Farben, entre autres douceurs,

le monopole de la fabrication du *Buna* (caoutchouc synthétique) qui fit défaut à l'industrie américaine quand l'hévéa fut contrôlé par le Japon pendant la guerre mondiale<sup>16</sup> Entre autres, Report of the Investigation of I.G. Farbenindustrie A. G., Bernstein, prepared by Division of Investigation of Cartels and External Assets Office of Military Government, U. S. (Germany) November, 1945 <http://www.markswatson.com/article-IG-Farben-investigation-1945.pdf> ; Higham Charles *Trading with the Enemy, an exposé of the Nazi-American Money Plot, 1933-1949*, New York, Delacorte Press, 1983, chap. 3-5. . Philippe de Villiers comme ses censeurs ont résolument gommé cette dimension franco-allemande des cartels initiateurs de l'Union européenne contemporaine, au sein desquels les *Konzerne* allemands pesaient beaucoup plus lourd que les grands groupes français. Le châtement aurait été plus lourd s'il avait abordé ce point très contentieux.

Ainsi, l'entreprise « européenne » peut-elle être négligée par tous pour l'avant-guerre, présentée par Villiers comme purement américaine, et par lui-même et ses contempteurs comme forgée par des hommes sans passé politique (sauf Jean Monnet, examiné à la loupe par l'auteur du *Fil tiré*) et dépourvus de tout lien avec les grands groupes privés français et allemands de l'industrie lourde. Le silence de Villiers et de ses attaquants laisse aussi dans l'oubli l'ère très « européenne » de l'occupation allemande. Cette période semble inspirer une véritable répulsion à nos « éminents historiens européens », qui reprochent amèrement à Villiers de « *diaboliser cette idée d'intégration du continent, se plafisant à l'attribuer aux nazis et, pour la France, à Vichy* ».

### ... à l'Europe occidentale sous occupation allemande

Villiers, malgré sa sévère (et juste) mise en cause de Walter Hallstein, est muet sur la dimension allemande et française de « l'Europe » d'avant 1950. Ses censeurs n'ont rien à dire sur les plans *économiques* des « Européens » d'Europe ou des États-Unis depuis la Première Guerre mondiale, puisque « l'entreprise [européenne] » n'aurait surgi, autonome, politique et strictement franco-allemande, qu'en mai 1950. Il n'y aurait donc aucun lien entre le cartel international de l'acier de 1926 et « l'entreprise » de 1950? Et pas davantage entre cette dernière et l'ère franco-allemande (belgo-allemande, néerlandais-allemande, germano-italienne, etc.) des années de guerre et/ou d'occupation allemande. Dans quelle catégorie doit-on alors classer les cartels « européens » maintenus et remaniés ou créés de 1940 à 1944 ou 1945, les sociétés mixtes et autres associations renforcées de capitaux, les cessions de titres aux financiers allemands qui caractérisèrent, en France et ailleurs, l'ère d'hégémonie allemande sur le continent<sup>17</sup> *Industriels et banquiers, passim* sur cette ère très européenne, à laquelle tous les grands groupes français, sidérurgiques inclus (dont ceux des dynasties Wendel et Schneider) furent étroitement associées. ?

Il n'y aurait pas de rapport entre l'Union européenne et l'ère d'idylle franco-allemande, qui fut particulièrement marquée dans les mois précédant et suivant l'opération Barbarossa ? Il y aurait solution de continuité entre l'ère ouverte par le « discours Schuman » et les mondanités politico-économiques de septembre 1941, où un parterre d'éminents synarques, financiers et, pour plusieurs d'entre eux, ministres de Vichy, accueillirent avec chaleur le secrétaire d'État Friedrich Landfried, président des mines de la Sarre et des *Reichswerke Hermann Göring*, entre autres conseils d'administration<sup>18</sup> [https://de.wikipedia.org/wiki/Friedrich\\_Landfried#cite\\_note-9](https://de.wikipedia.org/wiki/Friedrich_Landfried#cite_note-9) et Klee Ernst, *Personenlexikon*, Landfried, p. 355. Landfried, décédé en 1952, ne participa pas aux festivités européennes d'après-guerre, à la différence de la plupart de ses pairs allemands de conseils d'administration, et des Français présents en septembre 1941. ? Et où ils déléguèrent le chef du comité d'organisation des banques et très pronazi Henri Ardant, pour « *exprim[er], d'accord avec Pucheu et Bichelonne, l'espoir que les plans allemands seraient assez vastes pour décider la suppression des frontières douanières et créer une monnaie unique pour l'Europe. " Cette prise de position sans équivoque du président de la Société Générale qui doit être actuellement désigné comme le premier et le plus important des banquiers français semble particulièrement importante" »* aux représentants allemands, commenta le rédacteur du rapport<sup>19</sup> Rapport transmis à CNIE 28 janvier 1947 par Parquet HCJ, cité ministère public contre Ardant, 7 janvier 1948, F12, 9569, souligné par moi (original in Burrin Philippe, *La France à l'heure allemande 1940-1944*, Paris, Le Seuil, 1995 p. 271). Liste, *Industriels et banquiers*, p. 508-509, noms cités, index. .

Sans lien, vraiment, alors que la plupart des protagonistes, français et allemands, participeraient à « l'entreprise » européenne d'après-guerre, à tonalité évidemment plus américaine ? Notons d'ailleurs que, sauf exception – par éventuel décès naturel, les partenaires français, allemands (belges, etc.) demeurèrent, dans toutes les branches industrielles et bancaires, les mêmes sous Weimar, Hitler et Adenauer. Exemple significatif, François Lehideux, neveu par alliance de Louis Renault et directeur général, avant-guerre, de sa société anonyme des usines Renault, fut, sous l'Occupation, « directeur responsable » du Comité d'organisation de l'automobile créé en octobre 1940,

second du « comité européen de l'industrie automobile » à tête allemande fondé en janvier 1941, hôte des festivités de septembre 1941. Ministre de Vichy, et donc poursuivi par la Haute Cour de Justice (la quasi-totalité de ses pairs financiers ne le furent même pas), il fut définitivement blanchi par acquittement en juillet 1946 (près de deux ans avant Weygand), puis nommé par la très nazie famille Ford président de Ford France à l'été 1949<sup>20</sup>Lehieux, index de tous mes *op. cit.* sur les années 1930 et 1940, *Non-épuration* inclus. .

À ce degré de *continuité* dans les pratiques et dans les hommes, de l'entre-deux-guerres à l'après-guerre, on doit dénier toute légitimité scientifique à l'affirmation péremptoire que « *l'entreprise ne doit donc rien au nazisme ni à la collaboration entre Pétain et Hitler, puisqu'elle est précisément une réaction contre toutes les politiques pratiquées au temps de l'Europe occupée.* »

La dissociation absolue entre l'Europe des « trois bâtisseurs » et celle de l'ère nazie constitue depuis longtemps, j'y reviendrai, un impératif catégorique *politico-idéologique*, pour les « éminents historiens européens ». Du sujet de concours d'histoire de 2007, avaient été prudemment exclues les années 1933-1945, jugées pas assez « démocratiques » ni « pacifiques » pour une Union européenne-modèle absolu en ces matières. On conviendra aisément que cette éviction forcée est dépourvue de toute légitimité historique.

**Par Annie Lacroix-Riz, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université Paris 7.**

Nous vous proposons cet article afin d'élargir votre champ de réflexion. Cela ne signifie pas forcément que nous approuvons la vision développée ici. Dans tous les cas, notre responsabilité s'arrête aux propos que nous reportons ici. [Lire plus](#)

#### Notes

1. ↑ Problématique forgée par Jean-Pierre Azéma, voir Bénédicte Vergez-Chaignon, *Les vichysto-résistants*, Paris, Perrin, 2008, poche 2016.
2. ↑ C.R.P., RG de la Sûreté nationale (RGSN), information du 23 novembre 1944, sur le « complot royaliste » alors en cours, F7, 5283, partis de droite, sous-dossier « Mouvements monarchistes », correspondance de janvier 1943 aux années 1940, Archives nationales.
3. ↑ [https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89cole\\_des\\_cadres\\_d%27Uriage](https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89cole_des_cadres_d%27Uriage) qu'accréditent nos « éminents historiens ».
4. ↑ Fiche d'information, 1<sup>er</sup> juin 1944, reçue le 16 juillet, diffusée le 20 juillet 1944, F1a, 3916, Savoie, politique et divers, AN.
5. ↑ Lacroix-Riz, *Les élites françaises, 1940-1944. De la collaboration avec l'Allemagne à l'alliance américaine*, Paris, Armand Colin, 2016, 2<sup>e</sup> partie, *passim*.
6. ↑ *Minutes du procès Pétain*, Paris, Les Balustres-MRN, 2015.
7. ↑ Correspondance sur l'ADMP, dont fiches de synthèse 1966-1972, dans le dossier (effroyable) du gros industriel PPF et actif collaborationniste Gaston Moysse (Moysse-Frize) (trésorier de l'ADMP), GA (dossiers des RG), M15; voir aussi GA, W1, général Maxime Weygand, etc., archives de la Préfecture de police (APP).
8. ↑ Weygand, Lacroix-Riz, *Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, 2010, *De Munich à Vichy, l'assassinat de la 3<sup>e</sup> République, 1938-1940*, Paris, Armand Colin, 2008, et *Les élites françaises*, index, et *infra*.
9. ↑ Sur son traitement d'emblée clément par la Haute Cour de Justice, avant l'acquiescement définitif du 6 mai 1948 qui provoqua la démission de Marcel Willard, PV de sa commission d'instruction depuis le 18 décembre 1944, W3, 26 ou 27, AN, et Lacroix-Riz, *La non-épuration en France (1943-années 1950)*, t. 1, à paraître, Paris, Dunod-Armand Colin, index Weygand, et *passim*
10. ↑ Annexe au rapport 556 de Doyen, Wiesbaden, 16 juillet 1941, W3, 210, Laval, AN; extraits de ce chef-d'œuvre de soumission « européenne » à Washington, Lacroix-Riz, *Industriels et banquiers français sous l'Occupation*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 528, *Les élites*, p. 246, *Carcan*, p. 84
11. ↑ Joseph Borkin, *L'IG Farben*, Paris, Alta, 1979, p. 53 *sq.*; Teichova Alice, *An economic background to Munich: international business and Czechoslovakia 1918-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1974, *passim*; Lacroix-Riz, *Le Choix de la défaite*, chap. 1-2, 5 et 8
12. ↑ « Impérialisme français et partenaires dominants dans la construction européenne », *Droits*, n° 66, novembre 2018, p. 3-36
13. ↑ Références ci-dessus, dont *Choix de la défaite*, chap. 1-2.
14. ↑ *Le Vatican*, chap. 2, 4, 5 et 7.
15. ↑ *Choix de la défaite*, chap. 1-2; *Industriels et banquiers*, chap. 1; *Carcan*, chap. 3; « Impérialisme français et partenaires dominants dans la construction européenne », *Droits*, n° 66, novembre 2018, p. 3-36.

16. ↑ Entre autres, Report of the Investigation of I.G. Farbenindustrie A. G., Bernstein, prepared by Division of Investigation of Cartels and External Assets Office of Military Government, U. S. (Germany) November, 1945 <http://www.markswatson.com/article-IG-Farben-investigation-1945.pdf> ; Higham Charles *Trading with the Enemy, an exposé of the Nazi-American Money Plot, 1933-1949*, New York, Delacorte Press, 1983, chap. 3-5.
17. ↑ *Industriels et banquiers, passim* sur cette ère très européenne, à laquelle tous les grands groupes français, sidérurgiques inclus (dont ceux des dynasties Wendel et Schneider) furent étroitement associées.
18. ↑ [https://de.wikipedia.org/wiki/Friedrich\\_Landfried#cite\\_note-9](https://de.wikipedia.org/wiki/Friedrich_Landfried#cite_note-9) et Klee Ernst, *Personenlexikon*, Landfried, p. 355. Landfried, décédé en 1952, ne participa pas aux festivités européennes d'après-guerre, à la différence de la plupart de ses pairs allemands de conseils d'administration, et des Français présents en septembre 1941.
19. ↑ Rapport transmis à CNIE 28 janvier 1947 par Parquet HCJ, cité ministère public contre Ardant, 7 janvier 1948, F12, 9569, souligné par moi (original *in* Burrin Philippe, *La France à l'heure allemande 1940-1944*, Paris, Le Seuil, 1995 p. 271). Liste, *Industriels et banquiers*, p. 508-509, noms cités, index.
20. ↑ Lehideux, index de tous mes *op. cit.* sur les années 1930 et 1940, *Non-épuration* inclus.